

B. PROGRAMME ET BUDGET PROPOSÉ

POUR L'EXERCICE 2002-2003

Résumé

30. Le budget proposé pour 2002-2003 s'élève à 512 600 000 francs suisses, soit une augmentation de 62 242 000 francs suisses, ou 13,8%, par rapport au budget révisé pour 2000-2001, qui s'élève à 450 358 000 francs suisses. La répartition du budget par union fait l'objet du tableau 4.

Tableau 4. Budget pour 2002-2003 : variation budgétaire par union
(en milliers de francs suisses)

Union	Budget 2000-2001 révisé A	Variation						Budget 2002-2003 proposé E=A+D
		Programme		Coûts		Total		
		Montant B	% B/A	Montant C	% C/A	Montant D=B+C	% D/A	
Unions financées par des contributions	38 612	(1 857)	(4,8)	1 857	4,8	--	--	38 612
Union du PCT	335 757	21 926	6,5	20 979	6,2	42 905	12,8	378 662
Union de Madrid	60 366	3 521	5,8	3 713	6,2	7 234	12,0	67 600
Union de La Haye	10 449	170	1,6	631	6,0	801	7,7	11 250
Arbitrage/autres	5 174	8 584	165,9	2 718	52,5	11 302	218,4	16 476
TOTAL	450 358	32 344	7,2	29 898	6,6	62 242	13,8	512 600

31. Ainsi qu'il ressort du tableau 4, le budget des unions financées par des contributions continue à s'établir à 38 612 000 francs suisses. Cela correspond à une croissance nominale nulle pour les activités financées par les contributions des États membres.

32. L'augmentation du volume de travail et des ressources disponibles explique l'augmentation de 42 905 000 francs suisses, ou 12,8%, du budget de l'Union du PCT, de 7 234 000 francs suisses, ou 12%, du budget de l'Union de Madrid et de 801 000 francs suisses, ou 7,7%, du budget de l'Union de La Haye. Cette évolution est particulièrement marquée pour les activités découlant du service de règlement en ligne des litiges, qui a été mis en place au cours de l'exercice 2000-2001 et pour lequel la demande est en forte augmentation. Le tableau 4, qui constitue un aperçu des calculs détaillés figurant dans le tableau 8 de l'annexe du présent résumé, est développé à l'appendice 1. La ventilation du budget entre les unions a été effectuée compte tenu de la répartition des coûts et des ressources disponibles. En tant que telle, elle fait partie intégrante des décisions, lesquelles ont aussi une incidence sur les recettes et le solde des FRR de chaque union.

33. Le tableau 4 indique aussi les variations budgétaires en fonction de la variation du programme, c'est-à-dire des modifications apportées à des activités, et de la variation des coûts, c'est-à-dire des modifications apportées à la structure des coûts. Pour l'ensemble du budget, la variation du programme s'élève à 32 344 000 francs suisses, ou 7,2%, et la variation des coûts à 29 898 000 francs suisses, ou 6,6%. Des informations détaillées sur le calcul des variations budgétaires figurent à l'appendice 1. En ce qui concerne les unions financées par des contributions, la politique budgétaire de croissance nominale nulle requiert que l'augmentation de la variation des coûts soit contrebalancée par une baisse correspondante de la variation du programme. La variation importante des coûts pour le règlement en ligne des litiges correspond en grande partie aux coûts supplémentaires engendrés pour 2002-2003 par des postes créés seulement au cours de la seconde année de l'exercice 2000-2001 dans le cadre du système connexe de flexibilité.

34. Les variations budgétaires en fonction de la structure du programme pour l'exercice 2002-2003 sont indiquées dans le tableau 5.

Tableau 5. Budget pour 2002-2003 : variation budgétaire par programme
(en milliers de francs suisses)

	Budget	Variation						Budget
	2000-2001 révisé A	Programme		Coûts		Total		2002-2003 proposé E=A+D
		Montant B	% B/A	Montant C	% C/A	Montant D=B+C	% D/A	
I^e partie : Lignes politiques générales, direction et gestion								
01 Organes statutaires des États membres	4 500	(157)	(3,5)	157	3,5	-	-	4 500
02 Direction générale	10 507	(215)	(2,0)	741	7,1	526	5,0	11 033
03 Conseiller juridique	3 185	272	8,5	235	7,4	507	15,9	3 692
04 Planification, préparation du budget et contrôle financier	6 659	(481)	(7,2)	439	6,6	(42)	(0,6)	6 617
Total I^e partie	24 851	(581)	(2,3)	1 572	6,3	991	4,0	25 842
II^e partie : Systèmes et questions mondiales de propriété intellectuelle								
05 Développement du droit de la propriété industrielle	8 237	621	7,5	491	6,0	1 112	13,5	9 349
06 Système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)	114 754	9 390	8,2	8 745	7,6	18 135	15,8	132 889
07 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	33 077	(1 379)	(4,2)	1 547	4,7	168	0,5	33 245
08 Développement du droit d'auteur et des droits connexes	8 283	(1 420)	(17,1)	218	2,6	(1 202)	(14,5)	7 081
09 Communication mondiale	13 153	1 358	10,3	811	6,2	2 169	16,5	15 322
10 Questions mondiales de propriété intellectuelle	9 428	1 642	17,4	482	5,1	2 124	22,5	11 552
11 Centre d'arbitrage et de médiation	4 739	2 168	45,7	2 304	48,6	4 472	94,4	9 211
Total II^e partie	191 671	12 380	6,5	14 598	7,6	26 978	14,1	218 649
III^e partie : Coopération pour le développement								
12 Coopération avec les pays en développement	52 255	3 758	7,2	3 220	6,2	6 978	13,4	59 233
13 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	4 406	503	11,4	254	5,8	757	17,2	5 163
14 Académie mondiale de l'OMPI	14 051	1 495	10,6	702	5,0	2 197	15,6	16 248
Total III^e partie	70 712	5 756	8,1	4 176	5,9	9 932	14,0	80 644
IV^e partie : Administration								
15 Techniques de l'information	37 998	8 782	23,1	2 329	6,1	11 111	29,2	49 109
16 Gestion des ressources humaines	15 444	1 920	12,4	983	6,4	2 903	18,8	18 347
17 Services administratifs	59 175	369	0,6	3 709	6,3	4 078	6,9	63 253
18 Locaux	46 408	3 211	6,9	2 064	4,4	5 275	11,4	51 683
Total IV^e partie	159 025	14 282	9,0	9 085	5,7	23 367	14,7	182 392
Activités diverses et imprévues	4 099	507	12,4	467	11,4	974	23,8	5 073
TOTAL	450 358	32 344	7,2	29 898	6,6	62 242	13,8	512 600

35. Le tableau 5 contient le budget pour 2000-2001 tel qu'il a été révisé en fonction de la nouvelle structure du programme pour 2002-2003. Le calcul du budget révisé est décrit dans la section C. La nouvelle structure comprend 18 programmes regroupés en quatre parties principales. La première partie (Lignes politiques générales, direction et gestion) fait apparaître une diminution de la variation du programme de 581 000 francs suisses, ou 2,3%.

36. La deuxième partie (Systèmes et questions mondiales de propriété intellectuelle) fait apparaître une augmentation de la variation du programme de 12 380 000 francs suisses, ou 6,5%. Le programme 11 (Centre d'arbitrage et de médiation) en particulier présente une variation de programme et de coûts importante en raison de l'augmentation rapide des demandes de règlement de litiges, ainsi qu'il est expliqué dans la section D. Les coûts engendrés par cette augmentation du budget sont entièrement couverts par une augmentation correspondante des recettes découlant du règlement en ligne de litiges; la croissance budgétaire suit la formule de flexibilité proposée à l'appendice 3. L'augmentation de la variation de programme pour le programme principal 06 (Système du Traité de coopération en matière de brevets), qui atteint 9 390 000 francs suisses, soit une progression de 8,2%, doit être rapprochée de l'augmentation du nombre de demandes internationales déposées, dont il est question dans la section D. Malgré une augmentation du nombre d'enregistrements et de renouvellements effectués dans le cadre des systèmes de Madrid et La Haye, le budget du programme 07 (Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne) a pu être resserré grâce à des gains de productivité supplémentaires. La réduction du budget du programme 08 (Développement du droit d'auteur et des droits connexes) est due au fait qu'en 2001 la conférence diplomatique était achevée. Si l'on décidait de convoquer à nouveau cette conférence diplomatique en 2002-2003, des ressources supplémentaires seraient allouées à cette fin. Enfin, l'augmentation du budget du programme principal 10 (Questions mondiales de propriété intellectuelle), qui présente une variation de programme de 1 642 000 francs suisses, ou 17,4%, traduit l'importance accordée à de nouvelles activités telles que le sous-programme relatif aux petites et moyennes entreprises.

37. La troisième partie (Coopération pour le développement) fait apparaître une augmentation de la variation du programme de 5 756 000 francs suisses, ou 8,1%. Une importance particulière a été accordée au programme principal 13 (Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie) et au programme principal 14 (Académie mondiale de l'OMPI).

38. La quatrième partie (Administration) montre une augmentation de 14 282 000 francs suisses, ou 9%, de la variation du programme. Ceci est en grande partie dû à la mise en place d'une nouvelle politique pour les techniques de l'information, ainsi qu'il est expliqué dans l'appendice 1, selon laquelle des ressources autres que des ressources en personnel d'un montant de 15 238 000 francs suisses ont été transférées de certaines activités menées au titre des projets au budget ordinaire et en partie contrebalancées par un transfert de ressources en personnel d'un montant de 5 497 000 francs suisses du budget ordinaire à des activités de projet dans le programme principal 15.

39. Les variations budgétaires par objet de dépense pour l'exercice 2002-2003 sont présentées dans le tableau 6.

Tableau 6. Budget pour 2002-2003 : variation budgétaire par objet de dépense
(en milliers de francs suisses)

Objet de dépense	Dépenses 1998-1999	Budget 2000-2001 révisé A	Variation						Budget 2002-2003 proposé E=A+D
			Programme		Coûts		Total		
			Montant B	% B/A	Montant C	% C/A	Montant D=B+C	% D/A	
Dépenses de personnel									
Postes	200 240	253 875	14 075	5,5	21 871	8,6	35 946	14,2	289 821
Agents temporaires	17 412	19 877	414	2,1	729	3,7	1 143	5,8	21 020
Total	217 652	273 752	14 489	5,3	22 600	8,3	37 089	13,5	310 841
Voyages et bourses									
Missions de fonctionnaires	11 640	11 034	1 330	12,1	442	4,0	1 772	16,1	12 806
Fonctionnaires nationaux	20 308	18 915	954	5,0	716	3,8	1 670	8,8	20 585
Bourses	5 326	7 328	(1 819)	(24,8)	197	2,7	(1 622)	(22,1)	5 706
Total	37 274	37 277	465	1,2	1 355	3,6	1 820	4,9	39 097
Services contractuels									
Conférences	5 165	5 629	450	8,0	222	3,9	672	11,9	6 301
Consultants	13 918	16 542	(48)	(0,3)	594	3,6	546	3,3	17 088
Publications	7 280	8 240	(1 353)	(16,4)	247	3,0	(1 106)	(13,4)	7 134
Autres	24 773	22 192	6 303	28,4	1 024	4,6	7 327	33,0	29 519
Total	51 136	52 603	5 352	10,2	2 087	4,0	7 439	14,1	60 042
Dépenses de fonctionnement									
Locaux et entretien	38 467	51 285	2 563	5,0	1 939	3,8	4 502	8,8	55 787
Communications et autres	15 648	16 539	1 904	11,5	664	4,0	2 568	15,5	19 107
Total	54 115	67 824	4 467	6,6	2 603	3,8	7 070	10,4	74 894
Matériel et fournitures									
Mobilier et matériel	7 500	8 701	3 773	43,4	447	5,1	4 220	48,5	12 921
Fournitures	11 897	6 102	3 291	53,9	339	5,6	3 630	59,5	9 732
Total	19 397	14 803	7 064	47,7	786	5,3	7 850	53,0	22 653
Non alloué	-	4 099	507	12,4	467	11,4	974	23,8	5 073
TOTAL	379 574	450 358	32 344	7,2	29 898	6,6	62 242	13,8	512 600

40. Le tableau 6 indique une augmentation supérieure à la moyenne de la variation de programme pour les rubriques "Autres (services contractuels)" (6 303 000 francs suisses ou 28,4%) et "Matériel et fournitures" (7 064 000 francs suisses ou 47,7%). Cela est dû, pour l'essentiel, au transfert au budget ordinaire de ressources autres que les ressources en personnel de certaines activités de projet, conformément à la nouvelle politique budgétaire pour les techniques de l'information susmentionnée et décrite à l'appendice 1, et au développement des systèmes d'enregistrement. Les rubriques "Missions de fonctionnaires" et "Communications et autres" présentent aussi une augmentation importante (respectivement, 1 330 000 francs suisses, ou 12,1%, et 1 904 000 francs suisses, ou 11,5%). Les rubriques "Bourses" et "Publications" affichent une diminution, respectivement, de 1 819 000 francs suisses, ou 24,8%, et 1 353 000 francs suisses, ou 16,4%.

41. Les variations budgétaires par catégorie de postes et par programme pour l'exercice 2002-2003 sont présentées dans le tableau 7.

Tableau 7. Budget pour 2002-2003 : variation budgétaire par catégorie de postes et par programme

	<i>Budget 2000-2001 révisé</i>				<i>Variation</i>				<i>Budget 2002-2003 proposé</i>			
	<i>D</i>	<i>P</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>	<i>D</i>	<i>P</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>	<i>D</i>	<i>P</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
I^e partie : Lignes politiques générales, direction et gestion												
02 Direction générale	4	7	8	19	(1)	3	(1)	1	3	10	7	20
03 Conseiller juridique	2	3	2	7	(1)	2	-	1	1	5	2	8
04 Planification, préparation du budget et contrôle financier	4	8	4	16	1	(2)	1	-	5	6	5	16
Total I^e partie	10	18	14	42	(1)	3	-	2	9	21	14	44
II^e partie : Systèmes et questions mondiales de propriété intellectuelle												
05 Développement du droit de la propriété industrielle	4	4	6	14	-	2	-	2	4	6	6	16
06 Système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)	6	45	272	323	(2)	26	25	49	4	71	297	372
07 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	2	17	69	88	(1)	2	-	1	1	19	69	89
08 Développement du droit d'auteur et des droits connexes	3	3	5	11	(2)	2	(3)	(3)	1	5	2	8
09 Communication mondiale	1	8	18	27	-	4	(3)	1	1	12	15	28
10 Questions mondiales de propriété intellectuelle	1	10	2	13	2	1	2	5	3	11	4	18
11 Centre d'arbitrage et de médiation	-	2	19	21	-	-	9	9	-	2	28	30
Total II^e partie	17	89	391	497	(3)	37	30	64	14	126	421	561
III^e partie : Coopération pour le développement												
12 Coopération avec les pays en développement	11	34	35	80	2	6	(1)	7	13	40	34	87
13 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	-	3	2	5	-	1	-	1	-	4	2	6
14 Académie mondiale de l'OMPI	-	7	7	14	1	2	2	5	1	9	9	19
Total III^e partie	11	44	44	99	3	9	1	13	14	53	45	112
IV^e partie : Administration												
15 Techniques de l'information	2	47	33	82	-	(13)	(8)	(21)	2	34	25	61
16 Gestion des ressources humaines	1	13	24	38	1	3	3	7	2	16	27	45
17 Services administratifs	4	41	104	149	-	1	(1)	-	4	42	103	149
18 Locaux	1	1	20	22	-	4	-	4	1	5	20	26
Total IV^e partie	8	102	181	291	1	(5)	(6)	(10)	9	97	175	281
TOTAL	46	253	630	929	-	44	25	69	46	297	655	998

42. Il ressort du tableau 7 que, durant l'exercice 2002-2003, 69 postes seront créés, répartis comme suit : 44 postes dans la catégorie des administrateurs et 25 postes dans la catégorie des services généraux. Cela porte le nombre total de postes à 998. Les principaux programmes concernés sont le programme principal 06 (Système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)) avec la création de 49 postes, le programme principal 11 (Centre d'arbitrage et de médiation) avec la création de neuf postes, le programme principal 12 (Coopération avec les pays en développement) avec la création de sept postes et le programme principal 16 (Gestion des ressources humaines) avec la création de sept postes. La disparition de 21 postes dans le programme principal 15 (Techniques de l'information) est due essentiellement à la réaffectation de ceux-ci à des activités de projet, conformément à la nouvelle politique budgétaire pour les techniques de l'information susmentionnée et décrite dans l'annexe 1.

43. Trois tableaux supplémentaires figurent en annexe au présent résumé de la section B. Le tableau 8 indique la répartition budgétaire détaillée par union et par programme, laquelle a déjà été présentée sommairement dans le tableau 4. Le tableau 9 contient des informations détaillées sur l'allocation budgétaire par dépenses de personnel, par dépenses autres que les dépenses de personnel et par programme. Enfin, on trouvera dans le tableau 10 des renseignements sur l'utilisation escomptée des excédents et des fonds fiduciaires par programme. C'est la première fois qu'un tableau de ce type est dressé : il permet de mieux comprendre les activités menées dans le cadre des programmes principaux. Ainsi qu'on peut le voir, il est prévu d'utiliser dans le cadre du programme principal 12 (Coopération avec les pays en développement) des fonds fiduciaires d'un montant de 20 200 000 francs suisses, qui viendront s'ajouter à l'allocation de 59 233 000 francs suisses au titre du budget ordinaire. On prévoit aussi, dans le cadre du programme principal 15 (Techniques de l'information), de mener des activités de projet pour un montant de 99 547 000 francs suisses grâce à l'excédent de l'exercice 2002-2003, qui s'ajoutera à l'allocation budgétaire ordinaire de 49 109 000 francs suisses.

Tableau 8. Budget détaillé pour 2002-2003 : allocations budgétaires par union et par programme
(en milliers de francs suisses)

	Total		Unions financées par des contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Arbitrage/autres	
	Montant A+...+E	% du total	Montant A	% du total a	Montant B	% du total b	Montant C	% du total c	Montant D	% du total d	Montant E	% du total e
I^e partie: Lignes politiques générales, direction et gestion												
01 Organes statutaires des États membres	4 500	0,9	348	0,9	3 295	0,9	608	0,9	101	0,9	148	0,9
02 Direction générale	11 033	2,2	830	2,2	8 154	2,2	1 453	2,2	242	2,2	354	2,2
03 Conseiller juridique	3 692	0,7	270	0,7	2 755	0,7	473	0,7	79	0,7	115	0,7
04 Planification, préparation du budget et contrôle financier	6 617	1,3	483	1,3	4 895	1,3	879	1,3	146	1,3	214	1,3
Total I^e partie	25 842	5,0	1 931	5,0	19 099	5,0	3 413	5,0	568	5,0	831	5,0
II^e partie : Systèmes et questions mondiales de propriété intellectuelle												
05 Développement du droit de la propriété industrielle	9 349	1,8	4 672	12,1	4 125	1,1	473	0,7	79	0,7	-	-
06 Système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)	132 889	25,9	-	-	132 889	35,1	-	-	-	-	-	-
07 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	33 245	6,5	-	-	-	-	28 351	41,9	4 894	43,5	-	-
08 Développement du droit d'auteur et des droits connexes	7 081	1,4	7 081	18,3	-	-	-	-	-	-	-	-
09 Communications mondiales	15 322	3,0	927	2,4	12 588	3,3	1 555	2,3	236	2,1	16	0,1
10 Questions mondiales de propriété intellectuelle	11 552	2,3	4 981	12,9	5 873	1,6	608	0,9	90	0,8	-	-
11 Centre d'arbitrage et de médiation	9 211	1,8	-	-	-	-	-	-	-	-	9 211	55,9
Total II^e partie	218 649	42,7	17 661	45,7	155 475	41,1	30 987	45,8	5 299	47,1	9 227	56,0
III^e partie : Coopération pour le développement												
12 Coopération avec les pays en développement	59 233	11,6	3 630	9,4	48 316	12,8	6 287	9,3	934	8,3	66	0,4
13 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	5 163	1,0	309	0,8	4 234	1,1	541	0,8	79	0,7	-	-
14 Académie mondiale de l'OMPI	16 248	3,2	1 004	2,6	13 279	3,5	1 690	2,5	259	2,3	16	0,1
Total III^e partie	80 644	15,7	4 943	12,8	65 829	17,4	8 518	12,6	1 272	11,3	82	0,5
IV^e partie : Administration												
15 Techniques de l'information	49 109	9,6	3 668	9,5	36 105	9,5	6 422	9,5	1 069	9,5	1 845	11,2
16 Gestion des ressources humaines	18 347	3,6	1 390	3,6	13 426	3,5	2 434	3,6	405	3,6	692	4,2
17 Services administratifs	63 253	12,3	4 711	12,2	46 449	12,3	8 315	12,3	1 373	12,2	2 405	14,6
18 Locaux	51 683	10,1	3 922	10,0	38 545	10,2	6 835	10,0	1 152	10,0	1 229	11,8
Total IV^e partie	182 392	35,6	13 691	35,5	134 525	35,5	24 006	35,5	3 999	35,5	6 171	37,5
Activités diverses et imprévues	5 073	1,0	386	1,0	3 734	1,0	676	1,0	112	1,0	165	1,0
TOTAL	512 600	100,0	38 612	100,0	378 662	100,0	67 600	100,0	11 250	100,0	16 476	100,0
Part du total 2002-2003	100		7,5		73,9		13,2		2,2		3,2	
Part du total 2000-2001	100		9,4		74,5		13,4		2,3		0,4	

Tableau 9. Budget détaillé pour 2002-2003 : allocations budgétaires par dépenses de personnel, par dépenses autres que les dépenses de personnel et par programme
(en milliers de francs suisses)

	Total A+B+C	Dépen. de per- sonnel A	Dépenses autres que les dépenses de personnel											Non alloué C		
			Voyages et bourses			Services contractuels				Dépenses de fonctionnement		Matériel et fournitures			Total B	
			Miss. de fonct.	Fonct. nat.	Bourses	Confé- rences	Consultants	Publica- tions	Autres	Locaux et entret.	Comm. et autres dép.	Mobilier et matériel	Fournitures			
I^e partie : Lignes politiques générales, direction et gestion																
01 Organes statutaires des États membre	4 500	-	-	3 500	-	1 000	-	-	-	-	-	-	-	-	4 500	-
02 Direction générale	11 033	7 705	959	720	-	510	422	20	167	-	505	15	10	3 328	-	
03 Conseiller juridique	3 692	3 074	110	150	-	170	90	36	-	-	62	-	-	618	-	
04 Planification, préparation du budget et contrôle financier	6 617	5 987	155	-	-	15	200	120	30	-	90	20	-	630	-	
Total I^e partie	25 842	16 766	1 219	4 375	-	1 695	712	176	197	-	657	35	10	9 076	-	
II^e partie : Systèmes et questions mondiales de propriété intellectuelle																
05 Développement du droit de la propriété industrielle	9 349	6 294	735	736	-	792	680	40	8	-	56	8	-	3 055	-	
06 Système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)	132 889	104 194	665	-	-	210	572	2 630	7 347	6 143	7 203	1 666	2 259	28 695	-	
07 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	33 245	26 049	314	337	-	176	600	2 377	981	298	1 680	356	77	7 196	-	
08 Développement du droit d'auteur et des droits connexes	7 081	3 358	556	1 229	-	931	847	20	5	-	120	-	15	3 723	-	
09 Communications mondiales	15 322	9 486	665	247	-	-	1 160	990	1 172	-	1 206	80	316	5 836	-	
10 Questions mondiales de propriété intellectuelle	11 552	6 881	831	750	531	507	1 434	90	349	-	156	10	13	4 671	-	
11 Centre d'arbitrage et de médiation	9 211	7 746	140	100	70	50	473	150	260	72	150	-	-	1 465	-	
Total II^e partie	218 649	164 008	3 906	3 399	601	2 666	5 766	6 297	10 122	6 513	10 571	2 120	2 680	54 641	-	
III^e partie : Coopération pour le développement																
12 Coopération avec les pays en développement	59 233	32 651	5 740	9 600	800	830	5 400	150	1 600	10	752	1 000	700	26 582	-	
13 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	5 163	2 286	400	1 146	40	220	500	40	171	-	30	290	40	2 877	-	
14 Académie mondiale de l'OMPI	16 248	7 098	315	1 520	4 265	382	1 370	254	160	-	89	-	795	9 150	-	
Total, III^e partie	80 644	42 035	6 455	12 266	5 105	1 432	7 270	444	1 931	10	871	1 290	1 535	38 609	-	
IV^e partie : Administration																
15 Techniques de l'information	49 109	19 923	590	550	-	480	2 340	50	13 579	2 600	620	5 200	3 177	29 186	-	
16 Gestion des ressources humaines	18 347	13 364	287	-	-	28	240	100	2 875	100	531	644	178	4 983	-	
17 Services administratifs	63 253	47 291	296	-	-	-	580	67	815	2 590	5 835	3 627	2 152	15 962	-	
18 Locaux	51 683	7 454	48	-	-	-	180	-	-	43 974	22	5	-	44 229	-	
Total IV^e partie	182 392	88 032	1 181	590	-	508	3 340	217	17 269	49 264	7 008	9 476	5 507	94 360	-	
Activités diverses et imprévues	5 073	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 073	
TOTAL	512 600	310 841	12 806	20 585	5 706	6 301	17 088	7 134	29 519	55 787	19 107	12 921	9 732	196 686	5 073	

Tableau 10. Utilisation des ressources en 2002-2003 : activités financées au moyen du budget ordinaire, d'excédents ou de fonds fiduciaires par programme
(en milliers de francs suisses)

	<i>Budget ordinaire</i> A	<i>Excédents</i> B	<i>Fonds fiduciaires</i> C	<i>Total</i> A+B+C
I^e partie : Lignes politiques générales, direction et gestion				
01 Organes statutaires des États membres	4 500	-	-	4 500
02 Direction générale	11 033	-	-	11 033
03 Conseiller juridique	3 692	-	-	3 692
04 Planification, préparation du budget et contrôle financier	6 617	-	-	6 617
Total I^e partie	25 842	-	-	25 842
II^e partie : Systèmes et questions mondiales de propriété intellectuelle				
05 Développement du droit de la propriété industrielle	9 349	-	-	9 349
06 Système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)	132 889	-	-	132 889
07 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	33 245	-	-	33 245
08 Développement du droit d'auteur et des droits connexes	7 081	-	-	7 081
09 Communications mondiales	15 322	-	-	15 322
10 Questions mondiales de propriété intellectuelle	11 552	-	-	11 552
11 Centre d'arbitrage et de médiation	9 211	-	-	9 211
Total II^e partie	218 649	-	-	218 649
III^e partie : Coopération pour le développement				
12 Coopération avec les pays en développement	59 233	-	20 200	79 433
13 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	5 163	-	-	5 163
14 Académie mondiale de l'OMPI	16 248	-	300	16 548
Total III^e partie	80 644	-	20 500	101 144
IV^e partie : Administration				
15 Techniques de l'information	49 109	99 547	-	148 656
16 Gestion des ressources humaines	18 347	-	-	18 347
17 Services administratifs	63 253	-	-	63 253
18 Locaux	51 683	66 253	-	117 936
Total IV^e partie	182 392	165 800	-	348 174
Activités diverses et imprévues	5 073	-	-	5 073
TOTAL	512 600	165 800	20 500	698 900

